

LIGNES DIRECTRICES DU PROGRAMME

L'initiative Appuyer les communautés noires du Canada (IACNC) est une action du gouvernement fédéral mise en œuvre par l'intermédiaire d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) qui a pour but d'aider les organismes locaux sans but lucratif œuvrant auprès des communautés noires du Canada à renforcer leurs capacités.

L'initiative vise l'atteinte des objectifs spécifiques suivants par le recours à un modèle de prestation intermédiaire pour fournir un financement au moyen d'un processus équitable et transparent et aider les organismes œuvrant auprès des communautés noires du Canada à accroître leurs capacités organisationnelles dans les domaines suivants :

1. Faciliter l'accès à des fonds provenant d'un plus large éventail de sources de financement
2. Renforcer la gouvernance organisationnelle afin d'assurer une plus grande stabilité organisationnelle et d'améliorer les fonctions de planification et de surveillance, en mettant l'accent sur les aspects suivants :
 - Leadership et gestion
 - Communication et transparence
 - Croissance et apprentissage continu
 - Autonomisation et reddition de comptes
 - Service et équité
 - Réalisations et mesures
3. Améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion opérationnelle

L'IACNC comprend quatre volets :

1. Soutenir la création de l'Institut canadien pour les personnes d'ascendance africaine
2. Financer des projets d'immobilisations et de renforcement des capacités
3. Financer des projets de renforcement des capacités par le Projet de renforcement des capacités (PRC)
4. Fournir des fonds pour les priorités émergentes

Ces lignes directrices concernent le 3e volet du programme, le PRC. Grâce à un financement du gouvernement du Canada, le volet PRC permet de subventionner des organismes locaux dirigés par des personnes noires et/ou œuvrant auprès des communautés noires partout au Canada.

Ces subventions sont gérées par l'intermédiaire de quatre organismes (Africa Centre, Black Business Initiative, Groupe 3737 et Tropicana Community Services) et sont réservées exclusivement à des projets visant à augmenter les capacités organisationnelles des organismes qui en font la demande.

NOTE : Le programme d'aide aux immobilisations n'est pas administré par les intermédiaires.

Dates pour présenter une demande

La période pour déposer une demande au 2e appel à projets de l'IACNC est du 13 octobre au 14 novembre 2021.

Admissibilité

Demandeurs admissibles

Les organismes qui satisfont à TOUS les critères suivants sont admissibles à un financement et peuvent présenter une demande dans le cadre du programme de l'IACNC :

- Personne juridique au Canada.
- Être enregistré à titre d'organisme sans but lucratif ou à titre d'organisme de bienfaisance (au sens donné à ces termes dans la section Termes clés à la fin du présent document).
- Être dirigé par des personnes noires et avoir pour mandat de servir les communautés noires du Canada.
 - Les postes de direction (dirigeants, fondateurs) sont occupés principalement par des personnes qui se définissent elles-mêmes comme des personnes noires (au moins les deux tiers).
 - La structure de gouvernance (comité de bénévoles, comité consultatif, direction, etc.) est composée principalement de personnes qui se définissent elles-mêmes comme des personnes noires (au moins les deux tiers).
 - Son mandat consiste à servir les communautés noires du Canada.
- La subvention demandée doit être d'au moins 10 000 \$.
- L'organisme ne doit pas demander de financement pour les activités non admissibles énumérées ci-dessous.

Les demandeurs doivent satisfaire à l'ensemble des critères pour être admissibles. Le défaut de satisfaire à l'ensemble des critères entraînera le rejet de la demande.

Documents requis pour établir l'admissibilité

Les documents suivants seront exigés dans le cadre du processus de demande afin d'établir l'admissibilité de l'organisme :

- 1. Documents relatifs à la gouvernance, tels que :**
 - Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)
 - Documents de constitution en personne morale
 - Acte de fiducie, dans le cas d'une fiducie

- Numéro d'entreprise délivré par l'Agence du revenu du Canada (ARC)
 - Document constitutif ou document similaire, dans le cas d'une association non constituée en personne morale.
- 2. Derniers états financiers de l'organisme :** ils ne peuvent être antérieurs à décembre 2020 (il peut s'agir d'états financiers vérifiés, d'états financiers ayant fait l'objet d'une mission d'examen ou d'une mission de compilation, ou d'états financiers préparés à l'interne).
 - 3. Déclarations fiscales pour la dernière année** (année d'imposition 2020) La déclaration T2, le formulaire T2 abrégé (si l'organisme est constitué en personne morale) ou toute autre déclaration fiscale applicable.
 - 4. Site Web de l'organisme, pages ou comptes de médias sociaux** (Facebook, Instagram ou Twitter), le cas échéant, présentant la mission/vision et les services de l'organisme. Si ces renseignements ne sont pas accessibles en ligne, l'organisme doit fournir un document d'une page contenant ces renseignements.

Demande de subvention

À l'extérieur du Québec : Catégorie A

Contactez Black Business Initiative : info@bbi.ns.ca

Choisir une option. Vous êtes un organisme situé à l'extérieur du Québec et vous souhaitez obtenir du financement pour :

- Diversifier vos sources de financement dans une optique de durabilité
- Renforcer vos capacités dans l'une des catégories de gouvernance organisationnelle suivantes, selon le cas :
 - Formation en leadership ou en gestion
 - Croissance et apprentissage continu
 - Communication et transparence

À l'extérieur du Québec : Catégorie B

Contactez Tropicana Community Services : SBCCI@tropicanacommunity.org ou Africa Centre : sbcci@africacentre.ca

Choisir une option. Vous êtes un organisme situé à l'extérieur du Québec et vous cherchez à :

- Améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion opérationnelle
- Renforcer vos capacités dans l'une ou l'autre des catégories de gouvernance organisationnelle suivantes :
 - Autonomisation par la reddition de comptes
 - Réalisations et mesures
 - Service et équité

Note: Le Africa Centre a été ajouté à la liste des intermédiaires pour la catégorie B : À l'extérieur du Québec. Au moment d'envoyer votre demande, vous pourrez préciser l'intermédiaire auquel vous souhaitez l'acheminer, ou vous pourrez indiquer que vous n'avez pas de préférence.

Au Québec : Catégorie C

Contactez Groupe 3737 : initiative@groupe3737.com

Veillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent. Votre organisme est situé au Québec et vous souhaitez :

- Diversifier vos sources de financement
- Améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion opérationnelle
- Renforcer votre gouvernance organisationnelle

Diversifier les sources de financement

Ces projets visent à diversifier les sources de revenus de l'organisation pour aider à réduire les risques relatifs aux sources de revenus et augmenter la fiabilité des flux de trésorerie. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie de projets peuvent par exemple inclure des revenus d'entreprise, des revenus d'investissement, la rédaction de demandes de subvention, les investissements, les gains en revenu (événements, services, produits) et la collecte de fonds.

Conseil d'administration*

Formation au leadership et à la gestion - Ces projets permettent au conseil d'administration de mieux comprendre son rôle dans la planification stratégique et de développer ses compétences dans ce domaine. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie de projets comprennent la formation du conseil

d'administration, la formation des cadres supérieurs, les consultations avec les parties prenantes, l'élaboration de processus de planification stratégique, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies de même que la mesure de l'efficacité.

Autonomisation et responsabilisation - Ces projets permettent de s'assurer que les structures organisationnelles, les processus décisionnels et les activités respectent toutes les normes juridiques et éthiques définies par les statuts et les politiques de l'organisation. Il peut également s'agir de projets qui renforcent la santé financière de l'organisation et améliorent sa capacité à obtenir du financement. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie de projets comprennent la responsabilité financière et la gestion des investissements, l'examen des politiques et des pratiques, le contrôle et l'examen des finances, et les pratiques d'audit financier.

Communication et transparence - Ces projets permettent d'accroître l'efficacité des communications avec les parties prenantes et d'améliorer l'accès aux informations nécessaires à une prise de décision éclairée. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie de projets comprennent l'élaboration de politiques, l'assemblée générale annuelle, le rapport annuel, la rédaction d'articles destinés aux parties prenantes, le rehaussement du site web et des plateformes sociales, l'amélioration de l'accessibilité, l'examen et l'audit des processus, et l'élaboration de stratégies/plans de communication.

Service et équité - Ces projets développent ou renforcent les politiques d'éthique de l'organisation. Ces politiques visent à garantir que tous les membres de l'organisation agissent avec intégrité. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie de projets comprennent l'élaboration et la mise en œuvre de politiques d'éthique, le leadership éthique, la gouvernance intègre, la résolution des conflits d'intérêts et l'engagement communautaire.

Atteinte des objectifs et évaluation - Ces projets visent le développement ou le renforcement des systèmes d'évaluation de la performance dans un esprit d'amélioration continue. En plus de mesurer la performance de l'organisation, ces projets peuvent viser l'élaboration d'outils d'évaluation pour les membres du conseil d'administration et les dirigeants. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie de projets comprennent le suivi de l'efficacité et de la performance du conseil d'administration, l'auto-évaluation et l'évaluation du conseil d'administration, l'évaluation de la performance, l'élaboration de politiques et d'indicateurs d'évaluation du chef de la direction ou du directeur général.

Développement et formation continue - Ces projets permettent de former le conseil d'administration, les cadres et le personnel, et de promouvoir une culture centrée sur le développement des compétences. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie de projets comprennent le développement individuel et d'équipe, accueil et formation des membres du conseil d'administration, lac-à-l'épaule pour le conseil d'administration, l'apprentissage autonome et la formation en milieu de travail.

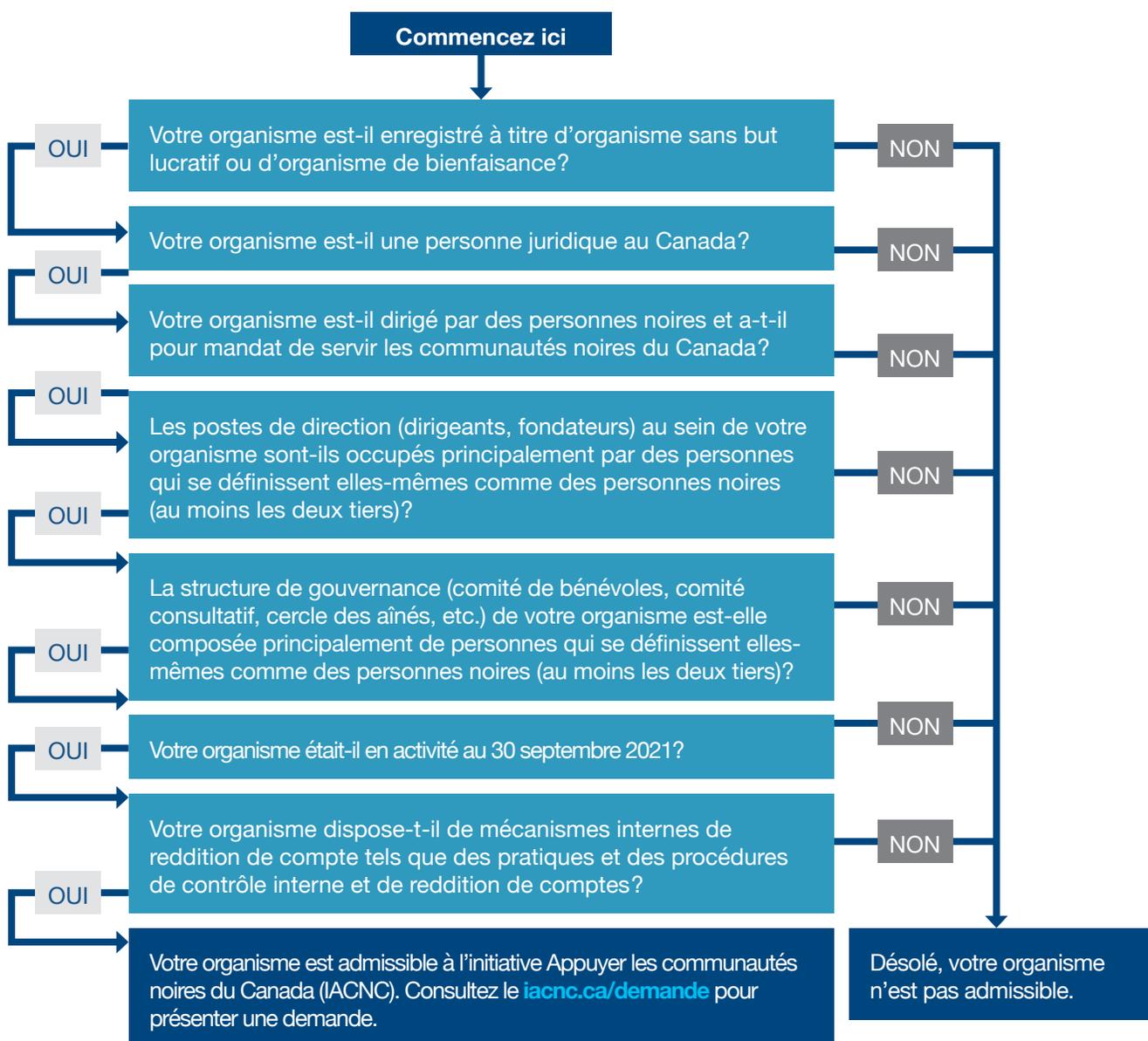
Efficacité et efficacité de la gestion opérationnelle

Ces projets visent à accroître ou à maximiser l'efficacité de la gestion opérationnelle de l'organisation. Les activités ou domaines ciblés par cette sous-catégorie

de projets comprennent la planification stratégique, la gestion des finances, la gestion administrative, la gestion des ressources humaines, la planification tactique, le cycle de gestion des bénévoles, la planification relative à la COVID-19, les technologies de l'information et les relations publiques et médiatiques.

Notre organisme est-il admissible?

L'initiative Appuyer les communautés noires du Canada (IACNC) est une initiative du gouvernement fédéral mise en œuvre par l'intermédiaire d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) qui a pour but d'aider les organismes locaux sans but lucratif œuvrant auprès des communautés noires du Canada à renforcer leurs capacités.



Financement maximum et calendrier des projets admissibles

L'IACNC est financée par le gouvernement fédéral et, en tant que tel, votre budget et votre proposition doivent respecter les critères obligatoires suivants. Si ce n'est pas le cas, vous ne pourrez pas bénéficier du financement de l'IACNC.

- Le financement demandé n'excède pas 45 000 \$
- En dehors du Québec, le projet peut être réalisé dans un délai de 12 mois
- Au Québec, le projet peut être réalisé dans un délai de 18 mois

Demandeurs non admissibles

- Les entités suivantes ne sont pas admissibles à un financement dans le cadre du programme de l'IACNC :
 - Particuliers
 - Sociétés à but lucratif
 - Au Québec, un organisme qui a déjà reçu du financement pour un projet dans le cadre du premier appel à projet de l'initiative Appuyer les communautés noires du Canada - Projets de renforcement des capacités (PRC), administré par le Groupe 3737

Dépenses admissibles

- Mesures de soutien aux personnes ayant une incapacité pour l'exécution du projet (les fonds doivent être utilisés à l'interne)
- Collecte de données
- Honoraires de services professionnels
- Matériel et fournitures
- Surveillance du rendement et rapports sur le rendement

- Impression et communications
- Location temporaire de locaux pour le projet
- Petits appareils et outils de bureau directement liés au projet (maximum 25 % du financement approuvé)
- Frais administratifs directement imputables au projet, maximum de 10 % à l'extérieur du Québec (au Québec, maximum de 15 %) p. ex. frais de traiteur, téléphonie ou Internet, etc.
- Activités de développement des connaissances
- Déplacements justifiés, frais directement reliés au projet approuvé

Activités ou dépenses non admissibles

- Activités se déroulant à l'extérieur du Canada
- Activités se déroulant avant la signature du contrat ou après le projet
- Activités de service faisant double emploi avec les services prescrits par la loi déjà fournis par un gouvernement ou une administration municipale
- Dépenses effectuées hors du Canada
- Activités illégales
- Activités qui ne correspondent pas au mandat ou aux objectifs actuels du demandeur
- Construction de logements, d'abris ou de locaux à bureaux
- Réduction de l'endettement
- Initiatives qui feraient inutilement double emploi avec des services existants
- Achat ou location de terrain
- Frais de location pour des locaux appartenant à l'organisme

Les fonds inutilisés devront être rendus. Aucune réserve ne sera autorisée.

Financement disponible

Un financement est disponible pour les organismes locaux sans but lucratif du Canada qui satisfont aux critères d'admissibilité et d'examen ciblé énoncés dans les présentes lignes directrices.

Les organismes locaux sans but lucratif peuvent demander un financement budgétaire d'un minimum de 10 000 \$ et d'un maximum de 45 000 \$.

Les organismes devront fournir un budget détaillé avec leur demande, divulguant en toute transparence le financement dont ils disposent déjà pour réaliser leur projet.

Politique d'accessibilité

Tous les intermédiaires de l'IACNC veillent à favoriser l'inclusion et l'accessibilité pour les personnes handicapées. Nous nous engageons à traiter avec les personnes handicapées de manière à préserver leur dignité et leur autonomie.

Échéancier

Calendrier des activités visées par la subvention

Toutes les activités et dépenses doivent être réalisées entre le moment où l'entente de subvention est signée et la fin du projet comme stipulé dans l'entente de subvention.

La date limite pour présenter une demande est le 14 novembre 2021. Les demandes présentées après la date limite ne seront pas prises en considération, sauf si une prolongation de délai est accordée.

Des offres de financement seront présentées aux demandeurs retenus au fur et à mesure de l'examen des demandes.

Sélection des demandes

Malheureusement, un financement ne pourra pas être accordé à tous les organismes, et certains pourraient recevoir un financement inférieur au financement demandé. Toutes les demandes seront évaluées sur la base de leur contenu, en fonction des critères énoncés ci-dessous. Les demandes seront examinées au fur et à mesure de leur réception.

Processus d'évaluation

1. Présélection fondée sur le type d'organisme

La première étape consistera à déterminer si la demande a été présentée par un organisme admissible. Si l'organisme ET ses activités sont admissibles, la demande passera à l'étape 2. (Voir le schéma à la page 4.)

2. Sélection des demandes

Les demandes ayant obtenu une note élevée seront examinées et la sélection sera également guidée par les considérations supplémentaires énumérées ci-dessous.

Processus de demande	
1	Présentation d'une demande via SM Apply
2	Validation du type et de l'admissibilité de l'organisme par l'IACNC
3	Évaluation des demandes par l'IACNC en fonction des priorités définies dans le processus de demande et des fonds limités disponibles pour ce projet
4	Sélection des demandes
5	Offres de financement et signature d'ententes de subvention
6	Début des projets
7	Présentation de rapports et évaluation des projets

Critères d'évaluation

- ✓ Remédier aux obstacles sociaux liés à la race
- ✓ Soutenir les personnes qui font également partie d'autres populations vulnérables
- ✓ Servir les communautés noires d'origines spécifiques au Canada
- ✓ Impact sur la prestation de services directs répondant aux besoins des communautés noires en favorisant les partenariats avec des organismes intermédiaires et des partenaires clés
- ✓ Apporter des solutions novatrices aux enjeux complexes des collectivités noires
- ✓ Qualité de la demande et caractère raisonnable du budget
- ✓ Capacité organisationnelle de mener à bien le projet
- ✓ Au Québec : engagement envers l'économie sociale. L'organisation considère que l'économie sociale lui permettra de se développer et d'assurer sa pérennité.

Critères d'évaluation

1a. Le mandat de l'organisme porte sur les barrières sociales liées à la race

La subvention de renforcement des capacités de l'IACNC vise à renforcer les capacités des organismes sans but lucratif dirigés par des personnes noires, appartenant à des personnes noires et au service des personnes noires. Ce renforcement des capacités organisationnelles se traduit par un meilleur soutien des communautés noires canadiennes en s'attaquant aux barrières sociales liées à la race.

Éléments clés : Faire référence à la mission, à la vision, aux valeurs et/ou aux services de votre organisme et indiquer comment ils s'attaquent aux barrières raciales pour les communautés noires. Vous devez également indiquer la nature des barrières raciales visées par le mandat de votre organisme.

b. Votre organisme a pour mandat de soutenir les personnes qui font également partie d'autres populations vulnérables

Les identités croisées des personnes noires du Canada signifient que nombre d'entre elles sont confrontées à des obstacles supplémentaires, ou de plus en plus complexes, en raison d'autres parties de leur identité. L'IACNC soutient les organismes afin d'accroître l'inclusion des communautés noires et cherche à s'assurer que les personnes confrontées à de multiples obstacles ne sont pas laissées pour compte.

Éléments clés : Le cas échéant, mentionnez de quelle manière la mission, la vision et/ou les services fournis par votre organisme ciblent les personnes noires qui font également partie d'autres groupes vulnérables tels que, mais sans s'y limiter, les Autochtones, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes 2ELGBTQIA+, les sans-abri, les personnes à faible revenu, les immigrants, réfugiés et nouveaux arrivants ainsi que d'autres populations vulnérables.

2. Votre organisme apporte des solutions innovantes aux problèmes complexes auxquels les communautés noires sont confrontées

L'innovation est souvent associée aux progrès technologiques. Dans ce cas, l'innovation désigne une manière différente ou unique en son genre de faire les choses pour s'attaquer aux problèmes complexes auxquels les communautés noires sont confrontées. L'innovation favorise le développement et la viabilité des organismes. Elle peut également soutenir la croissance d'autres organismes grâce au partage des ressources et des pratiques exemplaires.

Éléments clés : Mentionnez de quelle manière votre organisme soutient les communautés noires et quelles solutions le travail de votre organisme apporte pour régler certains des problèmes complexes auxquels les communautés noires sont confrontées. En quoi le travail que vous faites, ou l'approche que vous adoptez, est-il unique en son genre ?

3a. La qualité du projet proposé et sa contribution à la viabilité de l'organisation

Les projets proposés doivent correspondre au domaine d'intérêt choisi et comporter un objectif, des activités, des extrants et des résultats clairs. En outre, les projets de renforcement des capacités doivent également appuyer la viabilité de l'organisme.

Éléments clés : Décrivez clairement votre projet, en veillant à ce qu'il soit applicable au domaine d'intérêt que vous avez choisi. Énoncez l'objectif de votre projet, les principales activités que vous avez l'intention de mener et les extrants ou livrables attendus de ces activités. Précisez les résultats attendus du projet, à court et à long terme. Décrivez de quelle manière le projet, notamment ses extrants et ses résultats, contribuera à la viabilité de votre organisme.

b. Caractère raisonnable du budget

Les budgets doivent être reliés au projet proposé, et les coûts doivent être à la fois admissibles et raisonnables.

Éléments clés : Après avoir décrit votre projet, faites le lien entre votre budget et votre projet, en veillant à ce que les postes budgétaires puissent également être repérés dans la description du projet. Vérifiez quels coûts sont admissibles dans les lignes directrices du programme et veillez à ce que les coûts inclus dans votre budget soient admissibles et respectent les fourchettes de financement. Si possible, faites des recherches sur vos coûts pour vous assurer qu'ils sont raisonnables. Détaillez vos coûts dans la colonne notes/description de votre budget. Si vous ne présentez pas de budget, votre demande sera disqualifiée.

4. Le projet de renforcement des capacités améliorera ou aura une incidence positive sur le travail effectué par l'organisme

Lorsqu'un organisme renforce ses capacités, cela devrait se refléter sur la façon dont il effectue son travail, ce qui, à son tour, se répercutera sur les communautés qu'il sert.

Éléments clés : Décrivez en quoi votre projet de renforcement des capacités est lié aux services que vous fournissez, et quels avantages il apportera à votre travail et à la communauté soutenue par votre organisme.

5. Capacité organisationnelle de mener à bien le projet proposé

En plus de ce que la subvention peut financer, les organismes doivent avoir la capacité de mettre en œuvre le projet.

Éléments clés : Fournissez des informations telles que les états financiers (vérifiés, mandat d'examen, avis au lecteur ou préparés en interne), les données commerciales, les déclarations à l'ARC, ou une justification si les éléments ci-dessus ne sont pas disponibles.

Considérations supplémentaires

1. Fonds disponibles : afin de soutenir le plus grand nombre d'organismes possible, l'IACNC s'efforcera de trouver un juste équilibre entre les demandes reçues et les fonds disponibles en tenant compte du projet de financement, de la population bénéficiaire et de la valeur monétaire demandée.
2. Répartition géographique : l'IACNC veillera à ce que les fonds soient distribués dans l'ensemble du pays.

À quoi puis-je attendre si ma demande est retenue?

Avis d'approbation du financement

Tous les organismes recevront un courriel les informant du statut de leur demande.

Entente de subvention

Les conditions générales applicables à toutes les subventions peuvent être consultées ici. En présentant une demande, votre organisme accepte par le fait même de se conformer à ces conditions. Vous serez également tenu de signer une entente de subvention qui énoncera vos activités, les résultats visés et les termes clés vous concernant.

Communauté de pratique

En plus de recevoir un financement pour leur projet, les organismes sélectionnés bénéficieront d'autres formes de soutien telles qu'un accompagnement, du mentorat, des ateliers de formation et des activités de réseautage favorisant l'échange des connaissances et la collaboration.

Assurance et qualifications professionnelles

Il incombe à l'organisme bénéficiaire de souscrire toutes les assurances requises pour ses activités. Il incombe également à l'organisme bénéficiaire de s'assurer que les professionnels qui fournissent des services spécialisés dans le cadre de l'initiative détiennent les certifications pertinentes ou ont fait l'objet des vérifications requises.

Conformité à la réglementation

Il incombe à tous les bénéficiaires de se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables, aux règles et directives de l'Agence du revenu du Canada et de Revenu Québec, aux normes en matière de santé et de sécurité ainsi qu'aux lois sur la protection des renseignements personnels qui s'appliquent à l'organisme et aux activités faisant l'objet du financement

Reconnaissance dans le cadre du projet

Nous demandons aux organismes bénéficiaires de mentionner l'aide financière reçue de l'IACNC et d'Emploi et Développement social Canada. Cette mention est importante, car elle permettra de reconnaître les contributions du public et du gouvernement canadiens à divers projets ayant un impact positif dans la vie des personnes concernées.

Rapports

Tous les organismes bénéficiaires devront présenter des comptes rendus et des rapports financiers en lien avec leur projet. Des modèles seront accessibles en ligne sur la plateforme de présentation des demandes via SMA Apply. Les organismes bénéficiaires pourraient devoir fournir les coordonnées des membres de leur conseil d'administration et/ou de la direction afin que ces derniers puissent participer à une enquête, une entrevue, une étude de cas ou tout autre exercice de collecte de données entrepris par le gouvernement du Canada.

Gestion financière

Les organismes bénéficiaires doivent avoir de saines pratiques de gestion financière et être en mesure de démontrer que ces pratiques ont été appliquées si on leur en fait la demande (par exemple, dans le cadre d'une vérification par l'IACNC ou le gouvernement du Canada).

Comment présenter une demande

Assurez-vous que votre demande est complète

Une demande incomplète ne pourra malheureusement être examinée, de plus une fois transmise, votre demande ne pourra plus être modifiée.

Veuillez vous assurer de cliquer sur Soumettre

Vous pourrez enregistrer vos formulaires d'admissibilité et de demande de projet et y revenir autant de fois que vous le souhaitez avant de les envoyer. Les demandes présentées après la date limite ne pourront malheureusement pas être prises en considération.

Veuillez lire les présentes lignes directrices dans leur intégralité. Au moment de présenter une demande, suivez les étapes ci-dessous :

- 1. Inscription**
Inscrivez-vous via le portail de demande en ligne.
- 2. Admissibilité**
Remplissez le formulaire d'admissibilité et téléversez vos documents justificatifs.
- 3. Demande**
Remplissez le formulaire de demande de projet et téléversez le budget ainsi que tout document justificatif que vous souhaitez soumettre.

La plateforme de présentation de demandes est disponible en anglais et en français.

Considérations importantes

- Tous les organismes recevront un courriel les informant de l'état de leur demande.
- Lorsqu'ils présentent une demande, les organismes acceptent par le fait même de se conformer aux conditions générales énoncées dans l'entente. Ces conditions générales seront annexées à l'entente de subvention des organismes retenus. L'intermédiaire peut, à sa seule discrétion, modifier ces conditions avant de conclure une entente si de nouveaux renseignements deviennent disponibles dans le cadre de l'administration du programme et/ou si le contexte est mieux compris.
- Les demandes soumises seront traitées de façon confidentielle. Toutefois, elles seront examinées à l'interne par un comité d'examen indépendant nommé par l'IACNC et seront transmises à Emploi et Développement social Canada ainsi qu'à des organisations partenaires de confiance afin d'éclairer le processus décisionnel de l'IACNC.
- À tout moment au cours du processus d'examen, l'IACNC se réserve le droit de rejeter toute demande ou de cesser l'examen de toute demande pour toute raison qu'elle juge appropriée.
- Si votre organisme a reçu du financement lors du premier appel à projets dans les catégories A ou B, vous pouvez participer au 2e appel à projets à condition de ne pas y inclure les mêmes dépenses que celles couvertes lors de la 1re ronde de financement. Ceci ne s'applique pas à la Catégorie C : Au Québec.

Termes clés

«**Personne juridique**» s'entend d'une association, d'une société, d'une société de personnes, d'une entreprise individuelle, d'une fiducie ou d'une personne physique légitime ou légalement constituée ayant la capacité juridique de :

- Conclure des ententes ou des contrats
- Assumer des obligations
- Contracter et payer des dettes
- Poursuivre et être poursuivie en justice
- Être tenue responsable relativement aux activités illégales auxquelles elle prend part

«**Organisme sans but lucratif**» s'entend d'un organisme, d'une association ou d'une société qui n'est pas un organisme de bienfaisance et qui est constitué et exploité exclusivement aux fins du bien-être collectif, des améliorations locales, des loisirs, du divertissement ou de toute autre activité non lucrative.

«**Donataire reconnu**» s'entend d'un organisme qui peut remettre des reçus officiels pour les dons que lui font les particuliers et les sociétés. Les donataires reconnus comprennent l'ensemble des organismes de bienfaisance canadiens enregistrés. Les donataires reconnus sont les suivants :

- un organisme de bienfaisance enregistré (y compris un organisme enregistré de services nationaux dans le domaine des arts)
- une association canadienne enregistrée de sport amateur
- une société d'habitation enregistrée située au Canada et créée uniquement dans le but de fournir des logements à loyer modique aux personnes âgées
- une municipalité canadienne enregistrée
- une municipalité ou un organisme public enregistré(e) remplissant une fonction gouvernementale au Canada
- une université enregistrée située à l'étranger, dont la population étudiante inclut généralement des étudiants du Canada
- un organisme de bienfaisance enregistré situé à l'étranger qui a reçu un don de Sa Majesté du chef du Canada par le passé
- Sa Majesté du chef du Canada, d'une province ou d'un territoire
- l'Organisation des Nations Unies et ses organismes

«**Organisme de bienfaisance enregistré**» s'entend d'une œuvre de bienfaisance, d'une fondation publique ou d'une fondation privée enregistrée auprès de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et figurant sur la liste des organismes de bienfaisance de l'ARC. L'organisme doit consacrer ses ressources à des activités de bienfaisance et poursuivre un ou plusieurs des objectifs caritatifs suivants :

- la réduction de la pauvreté
- l'avancement de l'éducation
- l'avancement de la religion
- d'autres fins utiles à la collectivité.

S'il figure sur la liste des organismes de bienfaisance de l'ARC, votre organisme est un organisme de bienfaisance enregistré. L'IACNC reconnaît toutefois que certains organismes détiennent à la fois un statut d'organisme de bienfaisance auprès de l'ARC et un statut d'organisme sans but lucratif dans leur province.

«**Fiduciaire**» s'entend d'une personne ou d'une société qui détient et administre des biens ou des actifs au profit d'un tiers.

«Populations vulnérables» s'entend, conformément à l'usage qui est fait de ce terme à Emploi et Développement social Canada aux fins du programme, des collectivités au Canada qui font face à des obstacles physiques, économiques et sociaux. Les populations vulnérables comprennent généralement les personnes vivant dans la pauvreté (c.-à-d. sous le seuil de faible revenu (SFR)) et divers groupes marginalisés susceptibles d'être socialement exclus, tels que les personnes âgées, les jeunes, les Autochtones, les anciens combattants, les minorités visibles, les femmes, les membres de la communauté LGBTQI2SA, les personnes à faible revenu, les personnes sans emploi, les familles monoparentales, les nouveaux arrivants au Canada, les personnes ayant une incapacité, les personnes en situation d'itinérance, les personnes vivant dans des régions éloignées et/ou rurales ou les personnes appartenant à une communauté de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).